



Soixante-dix ans de harcèlement contre les gouvernements et le peuple européens

Par [Oriental Review](#)

Mondialisation.ca, 22 février 2016

orientalreview.org

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

Contrairement aux apparences, si les États-Unis ont décidé d'enquêter et de mettre au jour d'éventuels soutiens russes aux partis anti-européens, leur but n'est pas de protéger les Européens de quelque ingérence étrangère. C'est même plutôt l'inverse. Depuis soixante-dix ans, Washington manipule la politique de l'Europe de l'Ouest et empêche la mise en place d'une véritable démocratie.

Un article retentissant publié dans *The Telegraph* nous apprend que le directeur du renseignement états-unien a été récemment diligenté par le Congrès pour « mener une enquête de grande envergure sur le financement occulte de partis politiques européens par la Russie au cours de la dernière décennie [1]. » Cette révélation, une fuite contrôlée, classique du genre, a pour but de mettre en garde toutes les entités politiques européennes insoumises, fortifiées par le soutien populaire, et de les inciter à revoir à la baisse leurs ambitions de rééquilibrage de la souveraineté de leur État au sein de l'Union européenne. Le parti Jobbik en Hongrie, Aube dorée en Grèce, la Ligue du Nord en Italie et le Front national en France sont explicitement cités dans la liste des suspects. L'article laisse entendre que d'autres partis en Autriche, en République tchèque et aux Pays-Bas, sans être cités nommément, font l'objet des « investigations des services de renseignement US ». Même le nouveau chef du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, est suspecté de s'amouracher des Russes. Le message est clair : toute personnalité politique qui ose remettre en cause l'expansion de l'Otan vers l'est, les mesures de sanctions envers la Russie ou la position actuelle de l'Europe dans le conflit ukrainien est considérée comme un agent, de plein gré ou à son insu, de la guerre multiforme menée par la Russie.

Russia accused of clandestine funding of European parties as US conducts major review of Vladimir Putin's strategy

Exclusive: UK warns of "new Cold War" as Kremlin seeks to divide and rule in Europe



Tout cela serait amusant si ce n'était pas dangereux. À la vérité, tout observateur impartial se poserait quelques questions élémentaires : pourquoi les agences de renseignement états-uniennes s'intéressent-elles donc tant aux enjeux de la sécurité intérieure en Europe ? N'est-ce pas les mêmes agents qui financent, recrutent et manipulent d'innombrables personnes, organisations politiques et médias européens ? Pourquoi les États-Unis lèvent-ils si ostensiblement le voile sur leur domination sur l'Europe ?

La réponse politiquement correcte à ces interrogations s'articule autour du rôle salvateur des États-Unis en Europe contre la « menace communiste » après la Seconde Guerre mondiale, où ils ont permis une reprise rapide de l'économie et de la protection que leur parapluie nucléaire garantit encore aujourd'hui sur le continent. Peut-être. Mais l'analyse du contexte historique commence avec le plan Marshall. D'abord, parce qu'il ne fut lancé qu'en 1948. La capitulation nazie datant de mai 1945, un lecteur mal informé pourrait en déduire que les États-Unis travaillaient depuis trois ans à la préparation de ce programme d'investissements massifs pour l'Europe... et il aurait tort. Lors de la seconde conférence de Québec en septembre 1944 (portant le nom de code « Octogone »), le Président des États-Unis, F. D. Roosevelt, et son secrétaire au Trésor, Henry Morgenthau Jr, soumirent au Premier ministre britannique, Winston Churchill, leur programme post-capitulation pour l'Allemagne [2]. Ce document secret envisageait la partition et la démilitarisation complète de l'État allemand. Il prévoyait la division de l'Allemagne en deux États indépendants. Les centres miniers et industriels, dont le protectorat de Sarre, la Ruhr et la Haute-Silésie devaient être internationalisés et annexés par la France ou la Pologne. En voici quelques extraits :

- ✘ Les forces armées [états-uniennes] entrant dans les zones industrielles [allemandes] devront procéder à la destruction de toutes les usines et de tous les équipements qui ne pourraient pas être immédiatement déplacés.
- ✘ Dans un délai de six mois après l'arrêt des hostilités, toutes les usines et tous les équipements industriels qui n'auraient pas été détruits par l'armée seront tous soit démantelés ou déplacés hors zone, soit complètement détruits.
- ✘ La population de ces régions sera informée que, désormais, aucune industrie ne sera autorisée à s'implanter dans les zones démantelées. Ainsi, les ouvriers qualifiés et expérimentés seront encouragés à émigrer définitivement avec leur famille et dispersés dans tout le pays.

✘ Les stations de radio, les journaux, magazines, hebdomadaires, etc. seront tous suspendus jusqu'à ce que des contrôles adéquats soient mis en place et un programme approprié adopté.

Ce programme de reprise post-conflit mondial pour l'Allemagne est connu sous le nom de Plan Morgenthau. La célèbre directive du Comité des chefs d'état-major interarmées 1067 adressée au Commandant en chef des Forces d'occupation états-uniennes en Allemagne, officiellement publié en avril 1945, était parfaitement calquée sur ce document initial [3].

✘

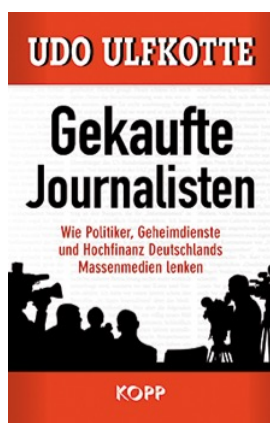
La partition de l'Allemagne d'après les dispositions du plan Morgenthau de 1944

Le plan Morgenthau s'avéra rapidement être une erreur stratégique. Les États-Unis sous-estimaient l'impact culturel et idéologique que les Soviétiques allaient avoir sur la société européenne. Ne se fiant qu'à leur propre jugement, les stratèges US ne saisirent pas la force d'attraction exercée par le système socialiste sur la majorité de la population des nations libérées. Les organes politiques se réclamant du socialisme et du communisme remportaient des élections démocratiques et faisaient croître leur influence, non seulement en Europe de l'Est, mais aussi en Grèce, en Italie, en France et dans d'autres pays européens (voir les succès de Palmiro Togliatti et de Maurice Thorez, pour ne citer qu'eux). Progressivement, les États-Unis se rendirent compte que la désindustrialisation qu'ils voulaient imposer à l'Europe pouvait favoriser une réindustrialisation à la soviétique et ainsi mener à la domination de l'URSS sur le continent... C'est ainsi que les États-Unis durent prestement remplacer le plan Morgenthau par celui qui porte le nom du secrétaire d'État d'alors, George Marshall... Pendant quatre années, le plan Marshall a arrosé l'Europe de douze milliards de dollars répartis entre crédits, prêts, donations, etc. dans le but d'acheter... les moyens de production et les marchandises US. Le plan Marshall a indubitablement revivifié l'économie des nations européennes, mais son effet positif principal reste l'impact sur l'économie... états-unienne. Parallèlement, une vague de répression politique déferlait en Europe, et plus significativement en Allemagne.

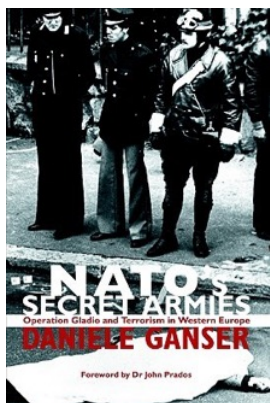
Les médias ont largement occulté l'initiative soviétique de 1950 qui prévoyait son retrait de RDA et la réunification de l'Allemagne démilitarisée, neutre et non-alignée, dans l'année suivant le traité de paix. La résolution adoptée à la Conférence de Prague entre les ministres des Affaires étrangères du bloc soviétique, le 21 octobre 1950, proposait la mise en place d'une Chambre constituante composée de représentants de toute l'Allemagne à égale mesure entre les membres issus de RFA et de RDA afin de « préparer la formation du gouvernement provisoire démocratique, souverain et pacifique d'une Allemagne unie. » Nul besoin de préciser que le gouvernement états-unien et l'administration ouest-allemande de Bonn s'opposèrent avec virulence à cette proposition [4]. Le référendum, proposé aux électeurs des deux parties de l'Allemagne, sur la question « Êtes-vous contre la remilitarisation de l'Allemagne et pour la ratification du Traité de paix de 1951 ? », ne fut officiellement reconnu que par la seule RDA (avec 96 % des suffrages en faveur du « oui »). En RFA, les autorités téléguidées par les États-Unis se gardèrent bien d'y répondre de manière démocratique. Elles refusèrent de reconnaître les résultats partiels du référendum qui se tenait depuis le mois de février 1951 (parmi les 62 millions de citoyens de l'Allemagne fédérale ayant voté jusqu'en juin 1951, 94,4 % s'exprimaient pour le « oui ») [5] et, le 11 juillet, promulguèrent un amendement draconien à la loi pénale (la Loi éclair de 1951). Cet acte législatif prévoyait des poursuites pour haute trahison et des sanctions

comprises entre 5 et 15 ans de prison contre tout individu se rendant coupable d'importer des productions littéraires censurées, de critiquer le gouvernement ou d'avoir établi des contacts non signalés avec les représentants de RDA. Cet amendement fut utilisé dans plus de 200 000 actions judiciaires menées contre 500 000 membres du Parti communiste et d'autres partis de gauche entre 1951 et 1968. Des dizaines de milliers de personnes furent condamnées à des peines d'emprisonnement et la plupart de ceux qui furent « blanchis » ne reprirent jamais leurs activités politiques. En 1953, plusieurs amendements supplémentaires abolirent purement et simplement le droit de réunion et, en 1956, le Parti communiste d'Allemagne était interdit en RFA.

Daniel Burkholz, dans son documentaire de 2012, "[Verboten - Verfolgt - Vergessen](#)" (*Interdits, suivis, oubliés : un demi-million d'ennemis publics*) fournit de nombreuses informations supplémentaires. Étonnamment, la vidéo n'est plus accessible sur Youtube.



La répression politique menée en Allemagne des années 1950 aux années 1980 est un sujet particulièrement tabou en comparaison de celle qui sévissait dans d'autres pays d'Europe au cours de la même période. Une résonance médiatique bien plus importante a été offerte à l'opération Gladio en Italie, à la dictature des colonels en Grèce et à l'assassinat de personnalités politiques publiquement déclarées en faveur d'un compromis avec le Bloc soviétique, comme l'Italien Aldo Moro abattu en 1978 et le Premier ministre suédois Olof Palme en 1986. Les révélations faites par l'ancien correspondant du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Udo Ulfkotte, dans son livre *Journalistes soudoyés* ([Gekaufte Journalisten](#)) consacré aux mécanismes de manipulation des populations par les médias en Allemagne (cela nous rappelle le plan Morgenthau) ne constituent que la partie émergée de l'iceberg.



L'absence quasi-totale de réaction de la part de Berlin après les révélations d'Edward Snowden à propos de la surveillance électronique systématique des dirigeants allemands par la NSA (National Security Agency) tend à confirmer que l'Allemagne a pris acte de la

perte de sa souveraineté et que, dès lors, elle n'a plus rien à perdre.

Ce bref rappel des faits et une lecture plus attentive de l'article du *Telegraph* n'entament-ils pas votre conviction que les États-Unis sont les garants de la souveraineté européenne ? En justifiant la surveillance et la pression exercée sur les gouvernements et la société civile en Europe par le prétexte d'une prétendue « menace russe », l'oncle Sam ne chercherait-il pas plutôt à servir son objectif premier : conserver son pré carré ?

Article original : [Seventy years of harassing political establishment and people of Europe](#), Oriental Review (Russie)

Traduction : Nathalie Krieg pour [voltaire.net.org](#)

[1] « [Russia accused of clandestine funding of European parties as US conducts major review of Vladimir Putin's strategy. Exclusive : UK warns of « new Cold War » as Kremlin seeks to divide and rule in Europe](#) » (La Russie soupçonnée de financement occulte au profit de partis politiques en Europe dans l'enquête à grande échelle menée par les autorités américaines sur la stratégie de Vladimir Poutine. Exclusif : Le Royaume-Uni s'inquiète d'une "nouvelle guerre froide" à propos de la volonté du Kremlin de diviser et de régir l'Europe), Peter Foster & Matthew Holehouse, *The Telegraph*, 16 janvier 2016.

[2] "[Suggested Post-Surrender Program for Germany](#)" (Proposition de programme post-capitulation pour l'Allemagne), F. D. Roosevelt, Septembre 1944.

[3] "[Directive to the Commander in Chief of the U.S. Occupation Forces \(JCS 1067\)](#)" (Directive au Commandant en chef des Forces d'occupation en Allemagne), avril 1945.

[4] "[Notes for Eastern Element's Briefing of General Mathewson](#)" (Notes sur les instructions du général Mathewson en Europe de l'Est), 15 février 1951. Publié in *Foreign Relations of the United States 1951*, Volume III, Part 2, European Security and the German Question (Document 341).

[5] "[Flusslandschaft 1951. Frieden](#)", Protest in München.

La source originale de cet article est [orientalreview.org](#)
Copyright © [Oriental Review](#), [orientalreview.org](#), 2016

Articles Par : [Oriental Review](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca